

Nicolas Dupont-Aignan : "Macron est au pouvoir parce qu'on a cédé à cette tyrannie que les électeurs Républicains, Debout la France ou FN n'auraient pas le droit de travailler ensemble"



Quelques mois après la séquence présidentielle, le président de Debout la France revient sur son alliance éphémère avec le Front national et livre un regard critique sur le début du quinquennat d'Emmanuel Macron.

Avec Nicolas Dupont-Aignan

Atlantico : Certains commentateurs vous avaient promis l'enfer après votre alliance avec Marine Le Pen lors de l'entre-deux tours de l'élection présidentielle. Dans vos rangs, certaines personnalités vous avaient d'ailleurs abandonné - tel votre vice-président Dominique Jamet. Quelques mois après cette alliance historique, qui pensez-vous avoir séduit par cette initiative ? Et qui pensez vous avoir éloigné ?

Nicolas Dupont Aignan : D'abord ce n'est sûrement pas l'enfer. Mais pour autant ce n'est pas pour autant paradis ! Ce qui est certain c'est qu'on a gagné des milliers d'adhérents et qu'on a perdu que 222 adhérents. C'est un fait. Je pense que nous avons séduit ceux qui nous demandait d'avoir la capacité demain de rassembler enfin des Français qui sont séparés artificiellement par la dictature de la pensée unique. C'est cela, l'enjeu principal. Je savais qu'il y aurait des conséquences. Mais Macron est au pouvoir, comme Hollande a été au pouvoir parce qu'on a cédé à cette tyrannie qu'un électeur républicain, un électeur Debout la France ou un électeur Front National n'auraient pas le droit de travailler ensemble. Et bien ces électeurs, et j'en ai rencontré des milliers, ils partagent des valeurs communes : la défense de la nation, l'indépendance de la nation, le besoin de frontières, la dignité du travail, le respect des terroirs et des identités, une vision de la famille : leurs points communs sont plus nombreux que leurs différences. Je pense que ce j'ai fait à contribué à rassembler ces Français et peut leur permettre de gagner les élections. Parce que personne ne gagnera seul. C'est fini.

Quelle est votre place aujourd'hui, placé entre les Républicains, qui bientôt seront probablement dirigés par Laurent Wauquiez, et le Front National de Marine Le Pen, votre ancienne alliée ?

Il faut comprendre la recomposition politique après l'élection d'Emmanuel Macron. Le centre gauche et le centre droit qui gouvernaient à tours de rôle séparément mais qui menaient la même politique se sont regroupés. Cela a fait exploser et la gauche et la droite. La gauche radicale se regroupe aujourd'hui autour de Mélenchon. Et le parti socialiste disparaît. A droite les Républicains connaissent un schisme. Il y a ceux qui vont à la soupe avec Macron – mais qui ne vont pas seulement à la soupe, qui défendent en toute sincérité leur idéaux libéraux, européistes – et une autre partie plus gaulliste, plus patriote qui est orpheline. Et cette partie ne gagnera plus

jamais seule. A ces côtés il y a quand même debout la France qui a fait 5% des voix, qui s'est inscrit dans le paysage politique et il y a le Front National qui est en crise de ligne politique. C'est une occasion historique : si on ne fait pas l'union, et comme je l'ai proposé dimanche un programme commun, on regardera éternellement passer les trains. Nous voulons être le trait d'union entre les deux car l'union fait la force, que l'union fait la France. Nos électeurs aspirent à cette union qui n'est pas celle de Marine Le Pen, de Laurent Wauquiez et Dupont-Aignan, mais l'union des amoureux de la France. Je suis convaincu que si on ne le fait pas, nous laisserons faire un face à face Macron-Mélenchon qui sera dramatique pour le pays.

Vous ne verrez donc aucun problème à vous allier une nouvelle fois au Front National dans le cadre d'élections ?

Je ne sais pas ce qui se passera. Moi, je ne me suis pas allié au Front National, je me permets de le rappeler. Nous avons scellé une alliance de gouvernement entre Marine Le Pen et Dupont-Aignan. Ce qui n'est pas la même chose.

Aujourd'hui on ne connaît pas la ligne du Front National. Ils ont un congrès à tenir. Mais ce que je sais c'est qu'on ne va pas faire une union des structures. Elles existent et ne vont pas disparaître. Il y a trois partis, LR, Debout la France et Front National. Mais l'enjeu n'est pas là, il est d'aller à la base, d'aller à la rencontre de nos électeurs et de définir ensemble un dénominateur commun.

Ne brûlons pas les étapes. Je ne suis pas là pour fusionner des structures politiques. Je n'en ai ni la force, ni l'envie, ni la possibilité. Je suis là simplement pour dire à nos électeurs qu'on doit pouvoir travailler ensemble. Et la base des électeurs doit pouvoir forcer leurs leaders à le faire. Sinon chacun repartira dans son couloir en n'ayant en tête que 2022 et nous perdrons.

Le Président Emmanuel Macron s'est beaucoup activé sur le front européen depuis quelques semaines, et a même présenté son plan en la matière lors d'un discours symboliquement situé devant le Parthénon. Quelle analyse faite vous de la "vision de l'Europe" défendue par le président Macron ?

Les intentions sont parfois de bon sens. Mais la pratique est totalement contradictoire avec les discours sur plusieurs points. Premier point : la démocratie. Il a bafoué le référendum de Villepin et applique le CETA alors que c'est très impopulaire. Rien ne sert de faire des discours devant l'Acropole si on se moque éperdument des peuples. Il y a une contradiction. Deuxième point sur la directive des travailleurs détachés. C'est une plaisanterie car il remet en cause les principes du pays d'origine, à savoir le paiement des charges sociales, et donc ses gesticulations sur cette directive ne serviront à rien. Troisième point : il s'est fait éconduire par Madame Merkel sur son idée de relance par l'investissement. Donc en vérité il fait comme tous les précédents, de grands discours sans avoir la capacité d'ouvrir les chantiers qu'il annonce.

Pensez-vous, comme Jean-Luc Mélenchon, que la loi travail est une catastrophe pour le pays ou qu'il y a des éléments clairement souhaitables dans ce projet qu'il faut appuyer, comme certains cadres LR ?

Les ordonnances passent à côté de l'essentiel. Les chefs d'entreprise demandaient des baisses de charge. Le gouvernement va réduire le CICE. Ils demandaient la fin de la concurrence déloyale. Et le gouvernement ne remet pas en cause la directive des travailleurs détachés. Enfin les chefs d'entreprise demandaient la simplification mais contrairement ce qui croit et à la propagande activée sur ce point, en passant de la loi aux branches, on multiplie la complexité des règles. On aura plus de complexité.

De plus, je pense que ce n'est pas en précarisant et supprimant les CDI pour mettre en place des contrats de chantiers, en niant les priorités nationales et collectives. On précarise bien entendu ainsi les salariés. On rentre dans une société du salarié jetable. Et contrairement à ce que croient les chefs d'entreprise, cela va les affaiblir. Les salariés partiront sur un claquement de doigt des entreprises, cela sera une société elle-même jetable que nous laissons construire. Nous aurons la flexibilité sans la sécurité. Tout cela va précariser le corps social, tout cela va empêcher les jeunes de s'installer, la démographie va chuter et on arrivera à un résultat totalement contraire à ce que certains chefs d'entreprise prédisent pour demain. On est même à l'opposé des modèles californiens dont soit disant on s'inspire qui ne font que sécuriser et motiver.

Moi j'ai fait des propositions alternatives : d'abord en termes de simplification je propose le relèvement des seuils sociaux pour les PME. Deuxième point : produire en France. Car je reste convaincu que la vraie question de la compétitivité n'est pas de pouvoir ou de ne pas pouvoir licencier, mais de baisser massivement les charges. Je suis en vrai désaccord avec le gouvernement actuel qui se donne bonne conscience vis-à-vis des entreprises avec la loi travail. Il faut protéger le marché national en garantissant la priorité dans les achats publics, faire en sorte que les entreprises françaises aient un avantage comparatif de manière à faire revenir l'investissement dans nos PME.

Sur quel terrain comptez-vous vous faire entendre dans les mois à venir ?

Le principal combat sera sur la sécurité. Il faut redonner des moyens à la défense nationale d'agir. Il faut empêcher les djihadistes français qui ont combattu en Syrie de revenir sur le territoire français. C'est un grand danger et personne n'en parle. Le deuxième point portera sur la baisse des charges et le troisième concernera ce programme commun de la droite qui me semble indispensable pour mener toute action politique à venir.